Appel à projet Lieux de Santé Sans Tabac (LSST)

Fonds de Lutte contre les Addictions 2024

ARS Provence Alpes Côte d’Azur

# Table des matières

[Table des matières 2](#_Toc173503905)

[1. Présentation de la démarche sans tabac 3](#_Toc173503906)

[2. Périmètre et attendus de l’appel à projet 4](#_Toc173503907)

[1. Cadre du financement 4](#_Toc173503908)

[2. Durée de projet 5](#_Toc173503909)

[3. Actions à mettre en œuvre 5](#_Toc173503910)

[4. Montant et périmètre du financement 10](#_Toc173503911)

[1. Plafonds de financement 10](#_Toc173503912)

[2. Hors périmètre de financement 10](#_Toc173503913)

[5. Modalités de dépôt des candidatures 11](#_Toc173503914)

[3. Espace ressources 12](#_Toc173503915)

[4. Modélisation temporelle de la labélisation 13](#_Toc173503916)

# Présentation de la démarche sans tabac

**Qu’est-ce qu’un lieu de santé sans tabac ?[[1]](#footnote-1)**

Un Lieu de santé sans tabac est un établissement de santé ayant une stratégie de progression dans l’aide aux fumeurs et dans la disparition du tabagisme et au sein duquel on s’abstient de fumer au-delà du simple respect de la législation en vigueur. On y met en œuvre une politique active qui inscrit la prévention et la prise en charge du tabagisme dans le parcours des patients et qui prévoit des mesures spécifiques pour les personnels.

Au niveau national, le RESPADD a fondé la stratégie LSST et est financé depuis 2018 comme promoteur national de la démarche.

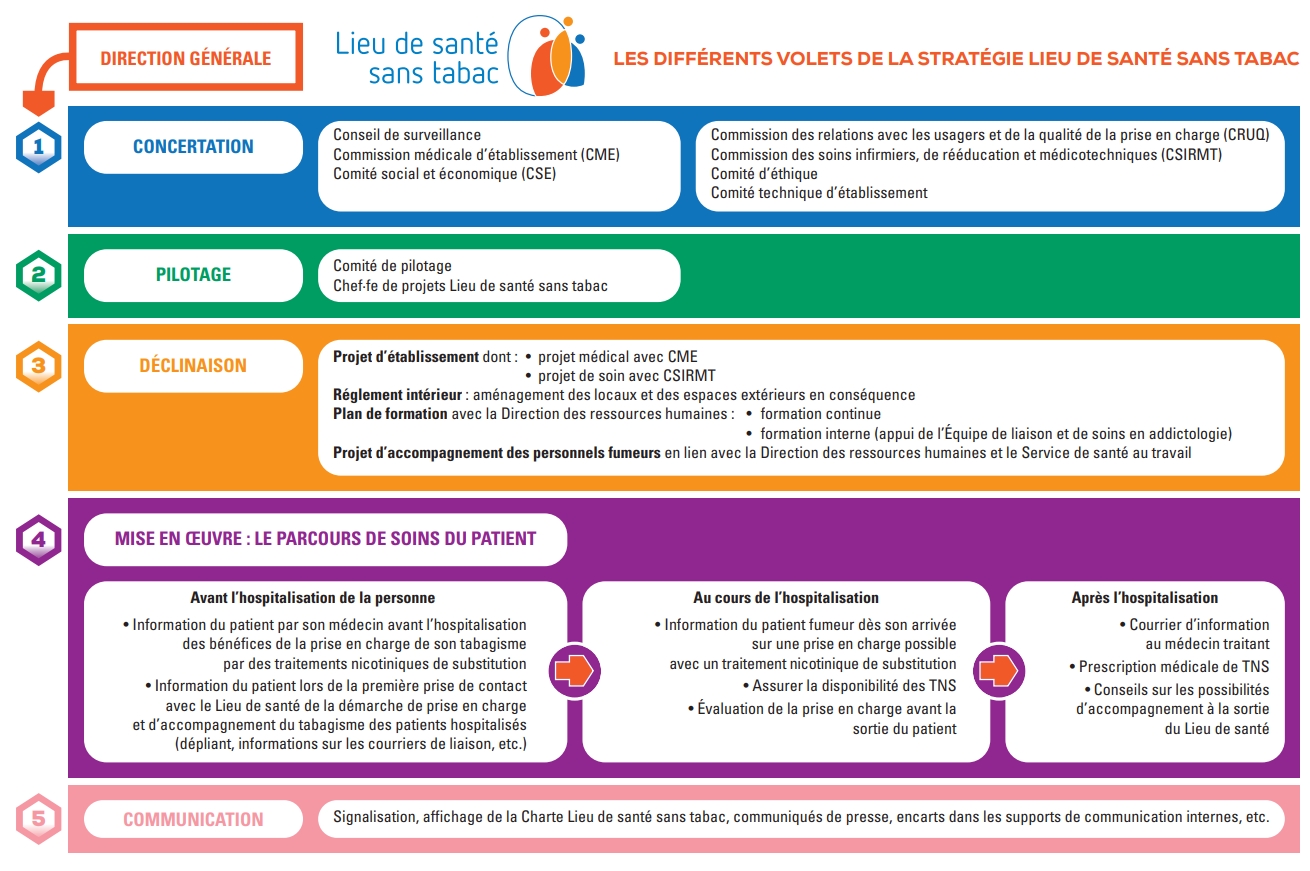
La démarche « Lieux de santé sans tabac » est une des priorités du programme national de lutte contre le tabac 2023-2027, et est également un des objectifs prioritaires du Programme régionale de lutte contre le tabac de l’Agence Régionale de Santé PACA.

**Cette stratégie s’articule autour de trois axes :**

* Améliorer la santé du patient fumeur en lui proposant systématiquement une démarche de sevrage tabagique avant et pendant son séjour en établissement de santé et en faisant le lien avec son médecin traitant et avec tout professionnel de santé en charge d’accompagner la personne dans l’arrêt du tabac
* Aider tous les personnels fumeurs des établissements à s’engager dans une démarche d’arrêt du tabac en s’appuyant sur les services de santé au travail ;
* Organiser les espaces des établissements de santé dans une logique de promotion de la santé, afin de favoriser la non-exposition au tabac, en particulier des mineurs et des anciens fumeurs.

**Et recommande la mise en place d’actions autours de huit normes :**

* La gouvernance et l'engagement,
* La communication,
* La formation initiale et continue,
* L’identification, le diagnostic et le soutien au sevrage tabagique,
* L’environnement sans tabac,
* Le lieu de travail sain,
* L’engagement dans la communauté,
* La surveillance et l'évaluation



# Périmètre et attendus de l’appel à projet

## Cadre du financement

Cet appel à projet visant à renforcer la politique Lieux de Santé sans tabac en PACA s’inscrit dans le cadre de l’instruction N° DGS/SP3/DSS/CNAM/DPPS/2023/93 du 23 juin 2023 relative au dispositif de soutien par le Fonds de lutte contre les addictions (FLCA) aux actions régionales contribuant à la lutte contre les addictions pour 2023.

L’objectif national est le suivant : Amener, sur la période 2023-2027, au moins 50 % de l’ensemble des établissements de santé publics et privés, à adopter cette démarche.

Cet objectif général suppose d’atteindre :

* Le taux de 50 % pour les établissements publics/privés de santé mentale ;
* Le taux de 100 % pour les établissements suivants à échéance 2027 :
  + Les établissements qui ont une activité « femme, mère, nouveau-né, enfant », notamment les établissements autorisés à l’activité de soins de gynécologie obstétrique ;
  + Les établissements de soins autorisés à traiter les patients atteints d’un cancer ;
  + Les centres hospitaliers régionaux et/ou universitaires ;
  + Les lieux de formation des étudiants en filière santé.

Cet appel à projet régional **cible prioritairement des établissements n’ayant pas encore entrepris la démarche « Lieu de santé sans tabac »** dans une perspective d’augmentation du nombre d’établissements labélisés sur le territoire régional. Cependant les dossiers de candidature d’établissements ayant déjà entrepris cette démarche seront étudiés et pourront être retenus en fonction du nombre de dossiers reçus dans le cadre du présent appel à projet. Les financements seront également prioritairement attribués aux établissements ciblés par les objectifs nationaux.

## Durée de projet

Cet appel à projet propose une dotation d’amorçage pour soutenir les établissements dans la démarche "Lieu de santé sans tabac" sur une période de 15 mois, **de novembre 2024 à janvier 2026.** L’objectif est de lancer ou renforcer cette initiative. Les établissements sélectionnés devront pérenniser le projet après la fin du financement sur leur fond propre.

## Actions à mettre en œuvre

La subvention vise à aider les établissements à obtenir le Label Argent "Lieu de santé sans tabac". Pour cela, ils doivent une note finale supérieure ou égale à 70/100, et obtenir une note de supérieure ou égale à 5/10 à chaque critère dans le cadre de l’audit en réalisant les actions ci-après. De plus chaque action qui sera décrite dans le cadre de l’audit, devra être justifiée et accompagnée d’éléments de preuves numérotés et classés et annexées au dossier.

1. Gouvernance et engagement
   1. Recruter un référent Lieu de santé sans tabac
   2. Communiquer auprès de l’ensemble de l’établissement de l’inscription dans la démarche
   3. Réaliser une première auto-évaluation via l’audit LSST
   4. Réaliser l’enquête Tabagisme en Blouse Blanche et communiquer sur les résultats
   5. Mettre en place et réunir un COPIL LSST au sein de l’établissement (4 par an)
      1. Elaborer un plan d’action pour l’établissement dans le cadre du projet
   6. Adapter les documents internes de l’établissement
      1. Projet d’établissement
      2. Projet médical
      3. Contrats de travail des salarié(e)s et des prestataires
      4. Règlement intérieur
      5. Livret d’accueil
   7. Présenter le plan d’action LSST au sein des différentes instances de l’établissement
2. Communication
   1. Diffuser l’ensemble des supports de communication LSST et de Santé Publique France sur le tabac et veiller à leur disponibilité continue au sein de l’établissement
   2. Valoriser et promouvoir l’inscription de l’établissement dans la démarche LSST au sein de l’établissement
   3. Créer un espace dédié sur le site de l’établissement, au sein de l’intranet, et communiquer sur les réseaux sociaux, personnaliser les courriers de l’établissement et les signatures de mail
   4. Profiter des opportunités comme la journée mondiale sans tabac, le mois sans tabac, pour valoriser la démarche LSST au sein de l’établissement
      1. Prendre attache avec l’ambassadrice régionale Moi(s) sans tabac
      2. Commander les outils du Moi(s) sans tabac
      3. Participer aux réunions régionales
      4. Communication et affichage dans l’établissement
      5. Mise en place et mise à disposition des outils (guides, flyers, affiches) au sein de l’établissement
   5. Communiquer sur les dispositifs d’aide en tabacologie
3. Formations initiales et continues
   1. Proposer et organiser des sessions de sensibilisation et de formation à l’ensemble des professionnel(le)s de l’établissement (Formation RPIB, en tabacologie, entretien motivationnel, prescription TNS etc.)
      1. Identifier les besoins avec l’audit LSST et l’enquête Tabagisme en Blouse Blanche
      2. Identifier l’offre de formation et adéquate et ses modalités d’accès
      3. Communiquer sur l’offre de formation et ses modalités d’accès pour les professionnel(le)s de l’établissement
      4. Organiser de façon régulière les sessions d’information, de sensibilisation et de formation au sein de l’établissement
      5. Veiller à la diffusion auprès des nouveaux arrivants : session d’accueil prévention du tabagisme, politique de l’établissement, ressources disponibles etc.
4. Identification, diagnostic et soutien au sevrage nicotinique
   1. Systématiser le repérage des personnes concernées par le tabagisme
      1. Ingénierie et mise en place d’une procédure de repérage et d’enregistrement du statut tabagique de l’ensemble des usagers de l’établissement via le formulaire d’admission. Veiller à ce que l’information puisse être repérable par chaque professionnel de l’établissement afin de pouvoir proposer systématique une prise en charge tabagique
   2. Définir un protocole de prise en charge des personnes concernées par le tabagisme avec la mise en place de consultations tabacologiques et de soutien psychologique TCC
      1. Ingénierie et mise en place d’une procédure systématique d’orientation (avec la création d’un outil d’orientation) des personnes vers des professionnel(le)s pouvant assurer l’accompagnement
      2. Mise en place d'un protocole de suivi des personnes concernées
      3. Mise en place d'un protocole pharmaceutique permettant aux personnes accompagnées d'avoir accès aux aides pharmaceutiques (possibilité d’établir un partenariat avec des pharmacies externes)
   3. Doter les services en traitements nicotinique de substitution
   4. Mettre des traitements nicotiniques de substitution à disposition des professionnel(le)s
   5. Mettre en place un outil de suivi permettant le reporting des repérages, des orientations et des suivis
5. Environnement sans tabac
   1. Systématiser les espaces sans tabac
      1. Cartographier les espaces fumeurs existants, intérieurs, extérieurs, officiels et non officiels
      2. Elaborer un plan d’action d’aménagement par rapport à cette cartographie
   2. Organiser des zones de tolérance
      1. Mise en place d’un nouveau plan d’aménagement
   3. Mettre en place une signalétique adaptée
   4. Définir un protocole de gestion des manquements
6. Lieu de travail sain
   1. Accompagner les professionnel(le)s concerné(e)s par le tabagisme à opérer à des changements dans leurs consommations des produits du tabac
      1. Construire un outil interne permettant aux professionnel(le)s de manifester leurs besoins d’accompagnement
   2. Intégrer dans les procédures disciplinaires, les manquements opérés par les professionnel(le)s de l’établissement
7. Engagement de la communauté
   1. Signer la charte du RESPADD
   2. Engager un travail de coopération avec d’autres organisations afin de promouvoir les stratégie e prévention du tabagisme
      1. Identifier ressources du territoire
      2. Mettre en place des collaborations
   3. Collaborer avec d’autres acteurs dans le cadre des accompagnements de publics spécifiques
      1. Identifier les acteurs ayant une expertise spécifique
      2. Mettre en place la collaboration
      3. Travailler à des processus clairement définis pour mieux accompagner les publics spécifiques
   4. Collaborer avec les associations de professionnel(le)s de santé et les représentant(e)s des usagers pour encourager et soutenir les fumeurs et fumeuses à engager une démarche d’accompagnement
   5. Communication et valorisation de la démarche
      1. Communiquer via tous les canaux de communication à disposition de l’établissement pour valoriser la démarche
      2. Participation et intervention aux différents évènements organisés par le RESPADD, les institutions, et les partenaires

1. Surveillance et évaluation
   1. Mettre en place une procédure interne (et externe) pour contrôler la mise en œuvre du projet
      1. Construire une grille d’indicateurs de suivi
      2. Construire des questionnaires à destination des professionnel(le)s
      3. Intégrer des questions sur la démarche LSST dans les questionnaires de satisfaction à destination des personnes usagères de l’établissement
   2. Remplir l’audit LSST
   3. Mise en place de l’audit LSST externe dans la perspective de la labélisation argent

**Pour mettre en œuvre ces actions, un ETP plein doit être mobilisé sur 15 mois avec :**

* 0,7 ETP pour la gestion de projet
* 0,3 ETP pour les consultations tabac

Les projets mobilisant un(e) seul(e) professionnel(le) à temps plein pour les deux axes seront prioritaires. Les profils paramédicaux formés en gestion de projet sont recommandés.

Pour avoir accès au manuel de certification créé par le RESPADD :

* Vous pouvez le télécharger en version électronique directement [ici](https://www.respadd.org/wp-content/uploads/2024/08/Manuel-certification-LSST-BAT2.pdf)
* vous pouvez le commander en version papier en envoyant un mail à [commande@respadd.org](mailto:commande@respadd.org)

## Montant et périmètre du financement

L’Agence Régionale de Santé financera les projets sélectionnés pour une réalisation de l’action sur 15 mois, avec les limites suivantes par poste de dépenses :

### Plafonds de financement

* **Ressources humaines (RH)** : **Jusqu'à 63 180 euros**
* **Frais de structure :** **15% des frais de personnel** (RH)
* **Adhésion au RESPADD**[[2]](#footnote-2) **: 2 000 euros**

La demande totale de financement auprès de l’ARS **ne peut pas excéder 74 657 euros.**

### Hors périmètre de financement

Aucun financement ne sera attribué pour la formation des professionnel(le)s. Cependant, l’ARS finance l’association ARCA Sud pour former les professionnel(le)s de santé à devenir formateur(rice)s au RPIB, à l’entretien motivationnel et à la prescription de TNS etc. Sous réserve de places disponibles, ces formations sont accessibles gratuitement aux professionnel(le)s de santé pour être formateur(rice)s relais dans leur établissement.

Aucun financement ne sera attribué pour l’aménagement des espaces[[3]](#footnote-3). Si nécessaire, ces investissements doivent-être réalisés sur fonds propres.

Aucun financement ne sera attribué pour des outils de communication. Des outils (affiches, livrets…) sont disponibles gratuitement auprès du RESPADD. De la documentation est également accessible auprès des réseaux CRES/CODES et de Santé Publique France (notamment dans le cadre du Moi(s) sans tabac).

Aucun financement ne sera attribué pour de la signalétique (bâche, panneau extérieur, kakemono…). Cependant, l’ARS finance l’association ARCA Sud pour réaliser une charte graphique régionale Lieu de Santé Sans Tabac (LSST) et mettre à disposition ces outils de signalétique des établissements retenus dans le cadre du présent appel à projet.

## Modalités de dépôt des candidatures

Phase 1 :

Les porteurs souhaitant candidater au présent appel à projet devront le tableur Excel ci-dessous entre le 20 aout et le 4 octobre 2024 et l’envoyer à l’adresse suivante [ars-paca-pps@ars.sante.fr](mailto:ars-paca-pps@ars.sante.fr).

Phase 2 :

Une première étude des candidatures sera réalisée entre le 4 octobre et le 18 octobre par les agents de l’ARS. Ces derniers seront potentiellement amenés à revenir vers vous pour des demandes d’informations complémentaires/précisions sur votre dossier.

Phase 3 :

Après notification de sélection en phase 2, les porteurs retenus seront invités à déposer leur demande de subvention sur [Ma démarche Santé (ma-demarche-sante.fr)](https://ma-demarche-sante.fr/si_mds/servlet/login.html) jusqu’au 25 octobre.

Pour toutes questions relatives au projet :

* Contact ARS :
  + [ars-paca-pps@ars.sante.fr](mailto:ars-paca-pps@ars.sante.fr)
  + 04 13 55 80 41

# Espace ressources

* Site de l’association Arca Sud :
  + [ARCA Sud (arca-sud.fr)](https://www.arca-sud.fr/)
* Site du RESPADD :
  + [RESPADD – Réseau de prévention des addictions](https://www.respadd.org/hopital-sans-tabac-lieu-de-sante-sans-tabac/publications-et-outils/)
* Site du Comité Régional d’Education pour la Santé (CRES) :
  + [Accueil (cres-paca.org)](https://www.cres-paca.org/?arko_default_634830a49af59--ficheFocus=&arko_default_63d7c4e0df73d--ficheFocus=&arko_default_633c1f10417c1--filtreGroupes%5Bmode%5D=simple&arko_default_633c1f10417c1--filtreGroupes%5Bop%5D=AND&arko_default_633c1f10417c1--filtreGroupes%5Bgroupes%5D%5B0%5D%5Barko_default_63dcc44d281e8%5D%5Bop%5D=AND&arko_default_633c1f10417c1--filtreGroupes%5Bgroupes%5D%5B0%5D%5Barko_default_63dcc44d281e8%5D%5Bq%5D%5B%5D=2024-7-22%7C2024-10-21&arko_default_633c1f10417c1--filtreGroupes%5Bgroupes%5D%5B0%5D%5Barko_default_63dcc44d281e8%5D%5Bextras%5D%5Bmode%5D=slider&arko_default_633c1f10417c1--from=0&arko_default_633c1f10417c1--resultSize=25&arko_default_633c1f10417c1--contenuIds%5B%5D=51625&arko_default_633c1f10417c1--modeRestit=arko_default_63c96921e47b2)
* Site de Santé Publique France :
  + [Tabagisme et santé | Santé publique France (santepubliquefrance.fr)](https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/tabac)

# Modélisation temporelle de la labélisation

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, ligne

Description générée automatiquement

1. Guide Lieu de santé sans tabac, RESPADD [↑](#footnote-ref-1)
2. Tarifs annuels d’adhésion 2 € par lit et place, sauf :

   Etablissement de - de 200 lits et places : 350 €

   Etablissement de + de 1 000 lits et places (y compris CHU-CHRU) : 1 950 €

   EHPAD et associations : 350 € [↑](#footnote-ref-2)
3. A noter que les cendriers permettant le recyclage des mégots ne seront pas non plus financés dans le cadre de l’appel à projet [↑](#footnote-ref-3)